



Quel est le gros marché passé entre la Russie et la Maison des Saoud ?

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 11 novembre 2015

[rt.com](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#),
[Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Photo : *Le roi Salman d'Arabie Saoudite*

DOHA - Au milieu du désert de miroirs entourant la tragédie syrienne, un fait *dur comme le diamant* persiste : malgré tant de divergences tous azimuts, les Saoudiens en sont encore à parler aux Russes. Pourquoi ?

Une des principales raisons se niche dans la paranoïa perpétuelle de la Maison des Saoud qui se sent trahie par ses protecteurs américains qui, sous l'administration Obama, semblent avoir renoncé à isoler l'Iran.

Les Saoudiens ne peuvent pas comprendre intellectuellement les zig-zags incohérents de la politique du Beltway [*nom du périp. de Washington, NdT*] dus aux luttes de pouvoir entre les néoconservateurs sionistes et l'establishment traditionnel. Pas étonnant qu'ils soient tentés d'aller voir de l'autre côté de la clôture, du côté russe. Mais pour que cela se produise, il y aura un grand prix à payer.

Donc, parlons pétrole. En termes d'énergie, un accord pétrolier avec la Maison des Saoud signifierait beaucoup pour la Russie. Un accord pourrait augmenter les revenus du pétrole pour Moscou d'environ \$180 Mds par an. Le reste des pays du Golfe ne compte pas vraiment : le Koweït est un protectorat des États-Unis ; Bahreïn est une zone de villégiature pour l'Arabie ; Dubaï est un tripot fastueux pour le blanchiment de l'argent de l'héroïne. Les Émirats arabes unis ne sont, pour leur part, qu'un groupe de pêcheurs de perles super friqués. Et le Qatar, comme le célèbre et redoutable *ἰζαογούδ Bandar Bush* l'avait remarqué se résume à « 300 personnes dans une station de télévision » plus une compagnie aérienne décente qui sponsorise le *Barça*.

Riyad - paranoïa incluse - a entièrement pris note de la *supposée politique* de l'administration Obama pour se débarrasser de l'Arabie saoudite, grâce au pactole iranien de gaz naturel, qui remplacerait le gaz que les russes fournissent aujourd'hui à l'Europe.

Cela ne va pas se produire parce que l'Iran a besoin d'au moins \$180 Mds d'investissement à long terme pour mettre à niveau son infrastructure énergétique.

Moscou, pour sa part, a pleinement pris note de la façon dont Washington a bloqué le projet *South Stream*, et tente aussi de bloquer le *Turk Stream* mais cela ne mènera à rien après la récente élection triomphante de M. Erdogan en Turquie. En outre, Washington a fait

pression sur la Finlande, la Suède, l'Ukraine et l'Europe de l'Est pour que ces pays se militarisent encore plus [*lire achat de quincaillerie militaire US, NdT*] contre la Russie.

Le Roi en visite chez Vlad



[*Moscou-Riyad: un échange d'invitations*](#) entre les dirigeants des deux pays SPUTNIK. DMITRY ASTAKHOV

Du point de vue de la Maison des Saoud, trois facteurs sont primordiaux. 1) Un sentiment général d'*alerte rouge*, par la disparition de sa relation exclusive avec Washington, la rendant ainsi incapable de façonner la politique étrangère américaine au Moyen-Orient ; 2) Ils ont été fortement impressionnés par l'opération *coup de poing* de contre-terrorisme menée par Moscou en Syrie ; 3) Ils craignent comme la peste l'alliance actuelle entre la Russie et l'Iran s'ils n'ont aucun moyen pour l'influencer.

Cela explique pourquoi les conseillers du roi Salman ont insisté sur le fait que la Maison des Saoud a une bien meilleure chance de contrôler l'Iran sur tous les sujets - de *Syraq* au Yémen - si elle se forge une relation plus étroite avec Moscou. En fait, le roi Salman pourrait rencontrer Poutine avant la fin de l'année à Moscou.

La priorité de Téhéran, d'autre part, est de vendre autant de gaz naturel que possible. Ce qui fait de l'Iran un concurrent naturel de Gazprom - mais pas pour le moment, car la plupart des exportations supplémentaires seront dirigées vers l'Asie, pas vers Europe. En terme de gaz naturel, il n'y a pas de concurrence entre la Russie et l'Arabie. Le pétrole est une autre histoire. Un partenariat Russie-Arabie serait logique dans le cadre d'une réduction de l'offre de pétrole par l'OPEP, si seulement ils pouvaient trouver un accord sur la tragédie de la Syrie.

Une des histoires *cachées* de la récente agitation diplomatique en Syrie est axée sur la façon dont Moscou a travaillé en silence pour apaiser à la fois l'Arabie Saoudite et la Turquie dans les coulisses. Ce fut déjà le cas lorsque les ministres des Affaires étrangères des États-Unis, la Russie, la Turquie et l'Arabie saoudite se sont réunis à Vienne.

Vienne était crucial non seulement parce que l'Iran était à la table de négociation pour la première fois, mais aussi en raison de la présence de l'Égypte qui, incidemment, a récemment découvert de nouvelles réserves de pétrole et s'est engagée dans une relation renforcée avec la Russie.

Le point fondamental était ce paragraphe inclus dans la déclaration finale de Vienne : «*Ce processus politique appartient à la Syrie, sera dirigé par les Syriens exclusivement, et le peuple syrien décidera de l'avenir de la Syrie.*»

Ce n'est pas par hasard si les médias russes et iraniens ont choisi de donner à ce paragraphe l'importance qu'il mérite. Parce que cela signifie la fin réelle du processus mortifère et obsessionnel de *changement de régime*, au grand dam des néocons américains, d'Erdogan et de la Maison des Saoud.

Cela ne signifie pas nécessairement que l'alliance Russie-Iran soit d'accord à 100 pour cent

sur la Syrie. Cette semaine, le commandant de l'[IRGC](#) [*Gardiens de la révolution, NdT*] le Major Général Mohammad Ali Jafari a expliqué une fois de plus que l'Iran ne voit aucune alternative à Bachar al-Assad en tant que leader de la Syrie. Il a même reconnu que Moscou pourrait ne pas partager entièrement ce point de vue ce qui est exactement ce que Maria Zakharova, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères russe, a dit.

Mais ce n'est pas le point principal. Le point principal est la mort de l'option de *changement de régime* obtenue par Moscou. Et qui laisse Poutine libre de projeter encore son jeu extrêmement élaboré.

Il a appelé M. Erdogan mercredi pour le féliciter de sa victoire électorale écrasante et de celle de son parti l'AKP. Cela signifie que désormais Moscou a clairement quelqu'un à qui parler à Ankara. Non seulement à propos de la Syrie mais aussi du gaz.

Poutine et Erdogan auront une réunion cruciale liée à l'énergie au sommet du G20 le 15 novembre en Turquie ; M. Erdogan se rendra prochainement à Moscou. Les paris sont ouverts sur le fait que l'accord sur le *Turk Stream* pourrait – enfin – être signé avant la fin de l'année. Et dans le nord de la Syrie, M. Erdogan a été forcé d'admettre, suite à la situation de fait créée par les russes sur le terrain et dans les airs, que son projet de zone d'exclusion aérienne ne décollera jamais.



© *Enrique de la Osa / Reuters*

En lorgnant vers la Mecque

Cela nous laisse avec le problème le plus vaste : la Maison des Saoud.

Il y a un mur de silence qui entoure la raison numéro un pour laquelle l'Arabie saoudite bombarde et envahit le Yémen, celle de s'appropriier les terres vierges dont le pétrole est inexploité en liaison avec Israël, pas moins. Sans parler de la folie stratégique de provoquer le combat avec des guerriers redoutables tels que les Houthis qui ont semé la panique parmi la pathétique armée saoudienne composée d'un ramassis de mercenaires.

Riyad, suivant ses pulsions américanistes innées, a même recruté dans l'entreprise privée *Academi* – anciennement *Blackwater* – pour arrondir le contingent de mercenaires en provenance de suspects habituels aussi éloignés que la Colombie.

Des soupçons pèsent depuis l'origine, mais maintenant il s'agit d'un fait assuré que l'acteur responsable de la catastrophe militaire coûteuse au Yémen n'est nul autre que le Prince Mohammad bin Salman, le fils du roi qui, point crucial, a été envoyé par son père rencontrer Poutine face à face.

Pour aggraver la crise, la catastrophe du Yémen a réveillé des jeux d'ombres, profondément enfouis à Riyad, impliquant ceux qui ont été mis à l'écart par le règne Salman, le clan de l'ancien roi Abdullah en particulier. Dire qu'il s'agit d'une vilaine pagaille est une litote qui peine même à décrire l'ébauche de la situation.

Pendant ce temps, le Qatar va continuer à pleurer parce qu'il comptait sur la Syrie comme lieu de passage pour son pipeline de gaz très convoité par ses clients européens, ou tout au moins comme une plate-forme de transit importante sur le chemin de la destination turque.

D'autre part, l'Iran a besoin à la fois de l'Irak et de la Syrie pour le gazoduc rival Iran-Irak-Syrie parce que Téhéran ne pouvait pas compter sur Ankara tant que l'Iran était sous sanctions américaines (cela va changer maintenant, rapidement). Le point à noter est que le gaz iranien ne remplacera pas Gazprom comme source majeure pour l'UE de sitôt. Si cela devait arriver, ce serait bien sûr un coup dévastateur pour la Russie.

En terme de pétrole, la Russie et les Saoudiens sont des alliés naturels. L'Arabie Saoudite ne peut pas exporter de gaz naturel ; le Qatar peut. Pour mettre leurs finances en ordre, après tout, même le FMI sait qu'ils sont engagés à pleine vitesse sur l'autoroute vers l'enfer, les Saoudiens devraient réduire d'environ dix pour cent leur production à l'OPEP, de concert avec la Russie, et le prix du pétrole pourrait alors plus que doubler. Une réduction de dix pour cent ferait la fortune de la Maison des Saoud.

Donc, pour Moscou et Riyad, un accord sur un prix du pétrole poussé finalement vers les \$100 le baril, aurait un sens économique évident. On peut dire que, dans les deux cas, il pourrait même s'agir d'une question de sécurité nationale.

Mais ce ne sera pas facile. Le dernier rapport de l'OPEP anticipe un panier de pétrole brut autour de seulement \$55 en 2015, et une hausse de \$5 par an pour atteindre \$80 en 2020. Cet état de fait ne convient ni à Moscou ni à Riyad.

Pendant ce temps, fomentant toutes sortes de spéculations sauvages, ISIS / ISIL / Daesh parvient toujours à gagner au moins \$50 millions par mois à partir de la vente du brut des gisements de pétrole qu'il contrôle à travers le *Syraq*, selon les meilleures estimations fournies par l'Irak.

Le fait que ce mini-califat du pétrole est en mesure d'acquérir l'équipement et les expertises techniques de *l'étranger* pour garder son secteur de l'énergie en bonne marche mérite qu'on s'y intéresse. *Étranger* dans ce contexte signifie essentiellement Turquie - ingénieurs et équipement pour l'extraction, le raffinement, le transport et la production.

Une des raisons de cette situation est que la Coalition des Opportunistes Tordus (COD) sous direction américaine - qui comprend l'Arabie saoudite et la Turquie - ont bombardé les infrastructures énergétiques de l'État syrien, et non pas les mini-domaines pétroliers du califat. Donc, nous avons les *acteurs internationaux* proverbiaux dans la région qui aident de facto ISIS / ISIL / Daesh à vendre du brut à des passeurs au prix ridicule de \$10 le baril.

Les Saoudiens - ainsi que les Services de renseignement russes - ont noté comment ISIS / ISIL / Daesh est capable de prendre le contrôle d'équipements US avancés dont la maîtrise nécessite normalement des mois pour les intégrer en un clin d'oeil dans leurs sites pétroliers. Cela implique qu'ils ont été largement formés. Le Pentagone, quant à lui, envoie déjà et continuera d'envoyer des hauts gradés militaires à travers *Syraq* avec le message important suivant : si vous choisissez la Russie, nous ne vous aiderons plus.

ISIS / ISIL / Daesh, pour leur part, ne parle jamais de libérer Jérusalem. Il ne s'agit toujours

que de La Mecque et de Médine.

Donc, ne vous méprenez pas ; il y a beaucoup plus d'indices pour un éventuel accord Russie-Arabie que ce que nous pouvons voir.

Pepe Escobar

[Dernière nouvelle](#) : Riyad achèterait pour 10 mds USD d'armes russes

Article en anglais : What's the big deal between Russia and the Saudis?, [RT.com](#), le 5 novembre 2015.

Traduit par jj, édité par jj, relu par Literato pour [Le Saker francophone](#)

Pepe Escobar est l'auteur de [Globalistan: How the Globalized World is Dissolving into Liquid War](#) (Nimble Books, 2007), [Red Zone Blues: a snapshot of Baghdad during the surge](#) (Nimble Books, 2007), [Obama does Globalistan](#) (Nimble Books, 2009) et le petit dernier, [Empire of Chaos](#)(Nimble Books).

La source originale de cet article est [rt.com](#)

Copyright © [Pepe Escobar](#), [rt.com](#), 2015

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca